

<http://ugtg.org/spip.php?article612>



Solidarité Haïti : on Gwan kozé la Mityalité

- Actualité -



Date de mise en ligne jeudi 16 octobre 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Il s'agissait pour les trois organisations, **UGTG-Mouvman Nonm- Travayè é Pèyizan**, à travers cette journée de solidarité avec les **travailleurs et le peuple d'Haïti**, de faire connaître l'appel et le communiqué des **20 organisations haïtiennes**, leur combat pour le départ de la **MINUSTAH**, afin de faire participer les travailleurs et le peuple de Guadeloupe à cette solidarité, à ce combat.

Bien entendu cette solidarité se faisait sur un autre terrain que celui en cours, dans notre pays comme ailleurs (le terrain humanitaire), depuis le passage des 4 cyclones en Haïti.

A noter que **RFO télé**, la télé officielle, venait de passer une émission, le 7 octobre, montrant la misère, la Minustah et les ONG en train de secourir dans les secteurs sinistrés. C'est la raison pour laquelle nous tenions à projeter quelques photos montrant les organisations haïtiennes, à l'origine de l'appel, en action et de larges extraits des interviews de dirigeants syndicaux et d'organisations populaires.

Le débat

Environ 90 personnes ont participé à toute la conférence-débat.

Le secrétaire général des **Verts de Guadeloupe** était là et a fait une intervention disant qu'il était solidaire.

Il y avait une bonne participation de la communauté haïtienne, une petite vingtaine dont un des **Vice-Consul d'Haïti** qui est intervenu tout à la fin de la réunion expliquant que vu sa position de diplomate représentant du gouvernement haïtien, il n'avait pas à intervenir dans un tel débat parce qu'il avait des comptes à rendre. Mais étant donné l'importance du débat et la solidarité qui s'y dégageait il ne pouvait pas ne pas dire quelques mots. Il a commencé par remercier les organisateurs et les participants pour l'intérêt et la solidarité qu'ils portaient au peuple d'Haïti. Il a reconnu que tout ce qui

était dit là était vrai (le pays est occupé, le problème de la dette externe, les 90 millions de francs or exigés par la France en 1825,) mais que le Président Préval n'avait pas le choix. Il a ajouté que les agissements du gouvernement français avec Haïti n'étaient pas corrects en donnant l'exemple de l'expulsion d'une famille mais que la France restait un pays ami.

Il a expliqué aussi que son pays, Haïti, reçoit tout le monde sans visa et qu'il n'y avait pas la réciprocité, les ressortissants haïtiens rencontraient les plus grandes difficultés pour se rendre en France, aux USA.

Le débat a été lancé par trois interventions :

En tant que responsable de **Travayè é Pèyizan**, et de l'**ATPC (Alliance des travailleurs et paysans de la Caraïbe)**, je suis intervenu le premier pour expliquer le sens de l'appel et du communiqué des 20 organisations haïtiennes.

L'initiative de cette journée de solidarité internationale avec le peuple avait été prise dans le cadre de la préparation de la 3e Conférence Caraïbe de décembre 2008 à Port au Prince et que cette initiative avait été prise bien avant le passage des ouragans sur Haïti, le 22 août 2008. J'ai indiqué la mobilisation du 10 octobre dans les autres pays.

Le sort réservé aux travailleurs et au peuple d'Haïti, la situation de misère qui leur est imposée, n'était pas une fatalité mais le résultat de plans minutieusement préparés par les institutions internationales avec la complicité des gouvernements haïtiens et que la **MINUSTAH** était là pour tenter d'empêcher tout soulèvement.

J'ai souligné que la solidarité financière initiée par l'ATPC et l'Entente internationale avait déjà permis l'envoi de plus de 9 000 euros en aide d'urgence à nos camarades et leurs familles.

Le secrétaire général de l'**UGTG** a expliqué pourquoi son organisation participait à cette mobilisation du 10 octobre,

était partie prenante du travail de l'ATPC, et il s'est appliqué à démontrer pourquoi le pouvoir colonial en Guadeloupe avec la complicité de certains élus s'ingéniaient à monter le peuple de Guadeloupe contre les ressortissants haïtiens.

Le représentant du **Mouvman NONM**, après avoir donné le sens de la participation de son organisation à ce combat, démontra, documents à l'appui, les liens qui unissent nos deux peuples, Guadeloupe et Haïti, depuis 1802 et qu'il était impératif de poursuivre le travail de construction (lyannaj) que nous avons commencé avec l'ATPC au niveau de la Caraïbe.

Robert Fabert